

HISTOIRES DE DOULEUR ET DE RÉSISTANCE
TÉMOIGNAGES DES
COMMUNAUTÉS
OUGANDAISES

AFFECTÉES
PAR LES PROJETS PÉTROLIERS DE TOTAL

VOLUME 1

AVRIL 2024



Introduction

Le géant pétrolier français TotalEnergies, entreprise fondée en 1924, célébrera son centenaire cette année. A cette occasion, l'Institut Africain pour la Gouvernance de l'Énergie (AFIEGO), une association ougandaise qui se trouve régulièrement confrontée aux tristes conséquences des projets de Total pour la vie des personnes affectées par le pétrole, publie un livret avec dix témoignages.

Ces histoires concernent des personnes qui ont été expropriées pour les besoins des projets Tilenga et EACOP (East African Crude Oil Pipeline) mis en œuvre par Total en Ouganda.

Il s'agit notamment de Gloria Twikirize, une mère célibataire de 30 ans qui raconte le stress et l'anxiété que Total a causé dans sa vie, ou encore de Jonan Kiiza, un jeune homme qui parle de la discorde familiale et de la détérioration de la situation des femmes dans sa famille causées par le projet pétrolier Tilenga.

Isma Bwowe raconte également son histoire : le stress lié au projet EACOP a entraîné l'aggravation de son handicap, ainsi que la perte de ses moyens de subsistance !

Teddy Nakintu, une femme âgée, se confie sur les discriminations qu'elle et sa famille ont subies. Ces discriminations ont mené au refus des sous-traitants de Total de leur fournir l'assistance nécessaire pour restaurer leurs moyens de subsistance, contrairement aux engagements pris par l'entreprise, en particulier pour les personnes vulnérables comme les personnes âgées.

Pitiyedi Mugisha raconte le déplacement forcé qu'a dû subir sa famille, non pas une, mais trois fois, et les difficultés rencontrées par la suite. Leunia Okella Ifho, une femme âgée à la volonté de fer, témoigne avoir été abandonnée par son mari suite aux luttes menées pour obtenir une compensation.

Nous vous invitons à lire le récit de ces personnes. Leur message à Total est que le développement ne se mesure pas en oléoducs ou en profits, mais en dignité et en bien-être de tous. Ils disent qu'il n'est pas trop tard pour que Total répare ses erreurs. Lisez leurs témoignages et découvrez comment ils souhaitent que Total les aide à reconstruire leur vie brisée.



A portrait of Gloria Twikirize, a young woman with short dark hair, wearing a blue off-the-shoulder top with colorful patterned sleeves. She is standing in front of a wooden door with a metal handle. The background is a plain, light-colored wall.

Une vie stressante et difficile: voilà l'impact de l'EACOP dans ma vie

Gloria Twikirize, 30 ans,

mère célibataire du district de Hoima

Une vie stressante et difficile : ce sont les seules idées qui me viennent lorsqu'on me demande de lister certains des impacts positifs et négatifs que les expropriations de terres liées à l'EACOP ont eus sur moi et ma famille.

Je ne veux pas qu'on m'interroge sur les impacts positifs, parce que je n'ai connu que des choses négatives à cause de l'EACOP.

La pénurie de nourriture, les inquiétudes sur comment nourrir mes enfants et mon neveu, la perte de revenus et une peur morbide d'avoir d'autres enfants car je suis trop pauvre maintenant : voilà l'impact de l'EACOP dans ma vie!

Tout a commencé en 2018 quand des représentants de l'entreprise EACOP sont venus dans mon village, Kijumba, et m'ont dit que ma terre allait être utilisée pour un projet gouvernemental appelé l'EACOP. (L'EACOP est un oléoduc de 1443 km





prévu pour acheminer le pétrole brut de deux champs pétrolifères situés dans l'ouest de l'Ouganda vers le port de Tanga en Tanzanie et vers les marchés d'exportation. Ce projet est détenu par TotalEnergies, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), et les gouvernements ougandais et tanzanien.)

Ces personnes m'ont informée qu'elles avaient été envoyées pour mesurer ma terre et évaluer la propriété que j'allais perdre. Je détenais la propriété en fiducie pour mon neveu, Matthias Ayesiga, dont le père est décédé. Ayesiga, qui a sept ans, a hérité de la propriété de son père.

On m'a assurée que je serais compensée pour la propriété perdue à cause de l'EACOP. J'ai accepté que ma propriété soit évaluée dans l'attente de la compensation.

Cependant, lorsqu'en 2023 j'ai été informée du montant de ma compensation, j'ai remarqué que la compensation de 5 millions de Shillings ougandais (environ 1 200 euros) pour la terre que nous perdions était trop faible. En septembre 2023, les responsables de l'EACOP m'ont apporté un accord de compensation à signer. L'accord stipulait que je consentais à céder notre terre à la compagnie EACOP.

Je ne voulais pas signer l'accord parce que la compensation proposée était insuffisante, mais j'avais très peur car les autres signaient. J'avais également été intimidée. On m'a dit que je ne pouvais pas entrer en conflit avec le gouvernement car ils gagneraient à tous les coups. On m'a dit que je serais poursuivie en justice si je refusais de céder ma terre.

J'ai consenti à ce que ma terre soit prise, mais cela a été fait très à contrecœur et aux dépens des moyens de subsistance de ma famille.

Aujourd'hui je suis une petite agricultrice. Je cultive du manioc et des haricots que je vends pour gagner de l'argent.

Avant que notre terre ne soit acquise, j'étais moins anxieuse. Je pouvais cultiver notre terre, nourrir mes trois enfants et mon neveu, et payer leurs frais de scolarité dans des écoles abordables. Depuis que notre terre a été acquise pour l'EACOP, je ne peux plus subvenir aux besoins de ma famille et je me sens mal. J'ai changé mes enfants d'école. Les écoles dans lesquelles ils sont maintenant sont d'un niveau d'éducation inférieur.

Je ne peux également plus donner à mes enfants une alimentation adéquate.

Je me sens très mal car j'avais l'habitude de louer une partie de la terre que les responsables du projet EACOP ont prise pour en tirer un revenu pour ma famille.

Contrainte d'abaisser le niveau d'éducation de mes enfants, et incapable de les nourrir convenablement, je suis aux prises avec un sentiment de désespoir.

Alors que TotalEnergies célèbre son centième anniversaire, je leur demande de changer leurs méthodes en matière de

compensations. Ils ont été très injustes à notre égard. L'entreprise doit également réparer ses torts en fournissant des moyens de subsistance adéquats et en formant les personnes affectées par leurs projets afin qu'elles redeviennent autonomes.

*TotalEnergies a acquis les terres nécessaires au projet EACOP pour le compte des autres développeurs du projet EACOP.



Ma mère, qui n'a reçu que 2 millions de shillings (475 euros), n'a pas pu remplacer les 16 acres qu'elle a perdus. En tant que jeune, j'ai été affecté négativement par le projet car j'ai dû abandonner l'école.

Jonan Kiiza,

jeune du district de Buliisa

Je m'appelle Jonan Kiiza. J'ai 24 ans. Je viens du village de Kasinyi, sous-comté de Ngwendo, district de Buliisa. J'aime Buliisa à cause de son environnement. J'aime les collines ondulantes et les terres plates. La terre est également fertile dans certaines zones, ce qui rend l'agriculture possible. Nous profitons également du soleil la plupart de l'année. Nos ancêtres avaient

conservé des arbres, mais ceux-ci ont été coupés pour le charbon de bois, donc nous n'avons plus de grands arbres. Cependant, nous avons des arbustes. J'aimerais planter des arbres pour modifier le climat.

J'aime jouer au football et lire des romans. Mon footballeur préféré est Sergio Ramos, il a joué pour le Real Madrid puis pour le Paris Saint-Germain.



J'ai terminé le collège en 2023. Si je termine le lycée, j'aimerais étudier le journalisme et la communication de masse à l'Université de Makerere ou à Kyambogo en Ouganda. Pour cela il faut avoir de l'argent pour payer les frais de scolarité.

Je vis avec ma mère, une mère célibataire, ainsi que mes frères, sœurs, neveux et nièces. Nous sommes une grande famille. À Buliisa, la plupart des familles sont de grandes familles. Nous vivons sur un terrain de 100*50 que TotalEnergies a acheté pour nous lorsque l'entreprise nous a déplacés dans le cadre du Plan d'Action de Réinstallation 1 (RAP 1). Nous avons été déplacés pour permettre la construction d'une usine de traitement (Central Processing Facility) dans la Zone Industrielle du projet Tilenga.

On nous a dit que l'usine de traitement devait nettoyer le pétrole de Total de ses impuretés avant qu'il ne soit transporté à Hoima, puis vers les marchés d'exportation via l'oléoduc EACOP.

Avant que ma mère ne soit déplacée, elle vivait sur 16 acres de terre à Kasinyi. La terre a été transmise par mon arrière-grand-père, feu M. Erisa Byahuka, à ses enfants qui l'ont également léguée à leurs enfants, y compris ma mère, Mme Margaret Nyakato.

Ma mère a vécu sur cette terre pendant plus de 40 ans avant d'être déplacée. Ma tante maternelle vivait également sur la même parcelle de terre.

Lorsque ma mère a été déplacée, TotalEnergies a payé à ma famille 80 millions de Shillings ougandais (UGX) (environ 19 000 euros) couvrant les 16 acres de terre, les cultures et autres biens, ainsi qu'une indemnité de dérangement. C'était peu d'argent, mais il a également dû être réparti entre les petits enfants de M. Byahuka. Ma mère n'a reçu que 2 millions de Shillings ougandais (475 euros), uniquement pour la terre !

Pourquoi ? Les familles sont compliquées, surtout dans les endroits où les hommes sont considérés plus importants que les femmes. Parce que la terre d'où ma mère a été déplacée appartenait à son grand-père, les 80 millions de Shillings ougandais que Total a payés pour la compensation ont été divisés entre les 8 enfants de M. Byahuka. Ma mère a reçu de l'argent au nom de sa mère, feu Mme Majune Erisa. D'autres enfants ou petits-enfants de M. Byahuka ont reçu une partie de la compensation.

Cette famille de huit personnes a réparti les 80 millions de Shillings, mais les femmes ont reçu moins et les hommes plus. Les femmes de la famille, y compris ma mère et sa sœur qui étaient les seules à vivre sur la terre avant leur déplacement, ont reçu seulement 6 millions de shillings (environ 1 400 euros). Il y a une discorde dans la famille à cause de cette injustice, qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

Ma mère a partagé les 6 millions de shillings qu'elle a reçus au nom de la famille de sa mère avec ses trois frères et sœurs. C'est ainsi qu'elle a fini par recevoir une compensation de seulement 2 millions de shillings ! Total a compensé les familles qui ont été déplacées sous le RAP 1 avec 3,5 millions de shillings par acre de terre acquise. Ma mère, qui n'a reçu que 2 millions de shillings, n'a pas pu remplacer les 16 acres qu'elle a perdus. En fait, elle n'a remplacé aucune des terres qu'elle a perdues parce que nous avons reçu peu de compensation et parce que Total a échoué à protéger les intérêts des femmes pendant l'expropriation.

En tant que jeune, j'ai été affecté négativement par le projet car j'ai dû abandonner l'école. Ma mère cultivait et vendait des cultures des 16 acres de terre que Total a pris. Lorsque la terre a été prise, elle n'avait nulle part où cultiver et ne pouvait plus payer nos frais de scolarité.

Lorsque le projet d'expropriation a commencé en 2017, j'étais en première année au collège. J'ai abandonné l'école jusqu'à ce que des personnes amenées par AFIEGO m'aident avec les frais de scolarité. Je suis retourné à l'école en 2023. J'ai sauté deux classes et j'ai passé les examens de fin de collège. J'avais passé trois ans hors de l'école.

D'autres jeunes à Buliisa souffrent également. Ils manquent de terres pour cultiver, construire des maisons et fonder des

familles. Cela est dû au fait que leur terre familiale a été prise. Nos familles étaient pauvres et lorsqu'elles ont reçu leurs très faibles compensations, elles n'ont pas pu acheter de terre de remplacement équivalentes. Les jeunes à Buliisa vont maintenant devenir comme les jeunes en Buganda. Lorsqu'on atteint 18 ans, la famille les laisse partir. Avant, les jeunes recevaient des terres de leurs parents.

À cause du projet pétrolier, la valeur des terres à Buliisa a augmenté. La terre est également devenue un actif économique et désormais, très peu de personnes peuvent léguer leur terre à leurs enfants. Les familles se sont également disloquées. C'est triste ! Les jeunes n'obtiennent pas non plus d'emplois dans le secteur pétrolier comme nous l'avions espéré. Lorsque les jeunes obtiennent des emplois, ce sont pour des travaux manuels.

Je connais quelqu'un qui a étudié la restauration et a un diplôme, mais il est en train de faire des lits et de laver des vêtements dans le camp de travailleurs de Tilenga à Buliisa. Je connais aussi quelqu'un qui a un permis de conduire, mais il est travailleur occasionnel dans la Zone Industrielle de Tilenga. Il conduit des brouettes ! Et ceux parmi nous dont les parents se plaignent de la compensation ne peuvent jamais obtenir d'emplois !



Ma joie s'est transformée en colère quand j'ai vu le montant de la compensation que Total voulait me payer.

Ismail Bwowe Jjuko,

40 ans, personne porteuse de handicap du district de Kyotera

Je suis Ismail Bwowe Jjuko, 40 ans, personne porteuse d'un handicap du district de Kyotera. Je suis différent. Les gens en Ouganda diraient que je suis boiteux. Je suis né valide, mais quand j'avais environ sept ou huit ans, j'ai souffert d'un accident qui m'a laissé boiteux. Le projet EACOP a aggravé ma vie et a empiré ma condition.

Mais, permettez-moi de vous raconter mon histoire depuis le début.

Je suis né et j'ai grandi dans le village de Kituntu dans le district de Kyotera. Mon grand-père, M. Rajabu Kyajakuziba, et ma grand-mère, Mme Amina Ndagire, m'ont élevé.

Le village de Kituntu était très beau quand j'étais enfant. Nous avons beaucoup d'arbres et des espaces ouverts où les enfants jouaient au football.



Mon grand-père était un leader de la foi islamique et possédait beaucoup de terres. Il en a donné aux musulmans de Kituntu et ils ont construit l'école primaire musulmane de Kituntu, où j'ai commencé ma scolarité.

Quand j'ai eu sept ans, j'ai été transféré à l'école primaire de Kabale-Kooki. Je jouais au football à l'école et c'est en jouant là-bas que j'ai mis le pied dans un trou et que je me suis cassé la jambe. Je n'ai pas reçu le bon traitement et suis devenu boiteux à partir de ce moment-là. Je me souviens que quelqu'un de Concern Africa, qui payait mes frais de scolarité, a essayé de me faire obtenir le bon traitement à l'hôpital de Kitovu, mais comme les médecins là-bas voulaient m'amputer la jambe, qui pourrissait, mes parents m'ont retiré de l'hôpital. J'ai été traité par un ramancheur local et j'ai retrouvé l'usage de ma jambe, bien que je doive boiter pour pouvoir marcher.

Malgré mon état, j'ai apprécié mon enfance. Je jouais au football parce que cela me faisait oublier que j'étais boiteux. Curieusement, les adultes étaient plus attentifs à ma condition quand je jouais au football. Ils s'amusaient de voir ce petit garçon boiteux jouer au football avec acharnement.

Avant que mes grands-parents ne décèdent, ils me demandaient ce que je voulais devenir. Je leur disais que je

voulais être footballeur. Mes grands-parents, cependant, me disaient que je ne pouvais pas jouer au football parce que j'étais boiteux. J'ai alors dit que j'admiraient les avocats et les médecins. Je voulais devenir avocat.

Malheureusement, j'ai arrêté l'école en primaire parce que mon grand-père, qui payait mes frais de scolarité, est décédé. Il était agriculteur, il cultivait du café et m'aimait beaucoup. Il est décédé en 1997. J'ai tâtonné dans l'agriculture, et plus tard, je me suis formé comme mécanicien après le décès de mon grand-père.

J'avais déménagé à Kampala et travaillais comme mécanicien quand j'ai appris que TotalEnergies allait acquérir environ un quart d'acre de ma terre pour l'EACOP. En mai 2018, j'ai voyagé de Kampala à la mosquée de Kituntu où TotalEnergies tenait une réunion avec les personnes affectées par le projet. Lors de la réunion, j'ai dit que j'avais besoin de faire des allers-retours à Kampala pour toutes les réunions, et que cela était cher pour moi. J'ai demandé quand l'entreprise avait l'intention de me payer car je voulais minimiser mes déplacements. Ils ont dit qu'ils m'indemniseront en six mois.

Je leur ai demandé ce qui se passerait s'ils ne m'avaient pas payé dans un an. Ils m'ont informé que s'ils ne m'avaient pas payé d'ici mai 2019, ils me

paieraient 30 % supplémentaire du montant de ma compensation à titre d'indemnité. J'étais content.

Cependant, ma joie s'est transformée en colère quand j'ai vu la compensation que Total voulait me payer. L'entreprise voulait me payer 7 millions de Shillings ougandais (UGX) (environ 1 600 euros). Nous avons négocié jusqu'à ce qu'ils acceptent de me payer 12 millions de Shillings (environ 2 800 euros). Notez que mes plants de bananes et de café ont également été affectés par le projet. Mes biens ont été évalués alors que j'étais à Kampala et on m'a informé que les cultures suivantes avaient été affectées par l'oléoduc : 36 plants de café matures, 48 plants de café immatures et des bananiers. Certains de mes plants de café qui avaient commencé à fleurir ont été évalués comme étant immatures ! Très peu d'argent a été payé pour les plants immatures. En ce qui concerne les bananes, les jeunes plants n'ont pas été évalués.

Parce que la compensation que je devais recevoir était trop faible, je l'ai refusée. Les sous-traitants de Total ont essayé de me parler « gentiment » et ont envoyé des émissaires pour me convaincre d'accepter leur maigre compensation. J'ai refusé et lorsqu'ils m'ont rendu visite la dernière fois chez moi, j'ai sonné l'alarme. Je n'accepterai pas le peu d'argent de Total. En fait, j'ai dit à ma

femme et à mes enfants que même si je mourais, ils ne devraient pas prendre l'argent de Total s'ils ne changent pas et ne paient pas mieux.

En février 2024, j'ai reçu une lettre datée de janvier 2024 m'invitant à une réunion à Kampala pour discuter de mon refus d'accepter la compensation. La lettre disait que j'allais être poursuivi en justice et que ma compensation serait consignée au tribunal. Quoi que dise qui que ce soit, je n'accepterai pas une petite compensation.

Mon message à Total est: avant de célébrer vos 100 ans, traitez les êtres humains comme des êtres humains. Ne prenez pas la propriété des gens pour une bouchée de pain. Je suis un homme boiteux, et pourtant ils veulent prendre ma propriété gratuitement. C'est injuste !



Nous nous sommes mariés en 1995 et avons vécu une vie autonome jusqu'à ce que TotalEnergies arrive dans notre village

Pitiyedi Mugisha,

47 ans, louant des terres dans le district de Buliisa

Vous connaissez mon nom : c'est Pitiyedi Mugisha. J'ai 47 ans et je suis mère de dix enfants. Parmi eux, sept sont biologiquement les miens, tandis que trois sont ceux de mon frère. Mon frère est décédé et j'ai pris en charge ses enfants.

Je suis née et j'ai grandi dans le village de Kasinyi dans le district de Buliisa et lorsque j'ai atteint l'âge adulte, je me suis mariée avec mon mari, M. Jelousy Mugisha. Nous nous sommes mariés en 1995 et avons vécu une vie autonome jusqu'à ce que TotalEnergies arrive dans notre

village. L'entreprise m'a déplacée, moi et les membres de ma famille, non pas une, ni deux, mais trois fois !

Dans cette histoire, je raconte les trois fois où j'ai été déplacée et comment je souffre.

Avant mon déplacement, j'étais agricultrice.

Je suis une femme et dans mon village, les femmes sont rarement propriétaires de terres. Cela signifie que même si je pratiquais l'agriculture, je n'étais pas



propriétaire de la terre. Je louais des terres, et une partie de la terre que je cultivais appartenait à la famille de mon mari. Cette terre se trouve dans le village de Kisomero, paroisse du Nil, sous-comté de Ngwendo, district de Buliisa. Je cultivais du manioc, du maïs, des patates douces et d'autres cultures pour notre consommation à la maison et pour la vente.

Je louais également une terre dans le village de Kasinyi où je cultivais des cultures ainsi que des arbres pour le bois. J'ai planté ces arbres à des fins commerciales. Le bois à Buliisa est cher et est utilisé pour la construction. Lorsqu'on plante des arbres et qu'ils arrivent à maturité, et qu'on vend le bois, on gagne de l'argent. Je voulais sécuriser l'avenir de ma famille en plantant des arbres.

En février 2019, mon mari a reçu un appel téléphonique urgent du leader du village de Kisomero, M. Okumu Eken. Il a dit à mon mari : « Venez, venez, votre terre va être prise pour le projet pétrolier Tilenga ». La terre a été acquise dans le cadre du Plan d'Action de Réinstallation 3A. [Ce plan concerne la zone de construction des puits de forage, de lignes de transport, de routes d'accès et d'autres infrastructures].

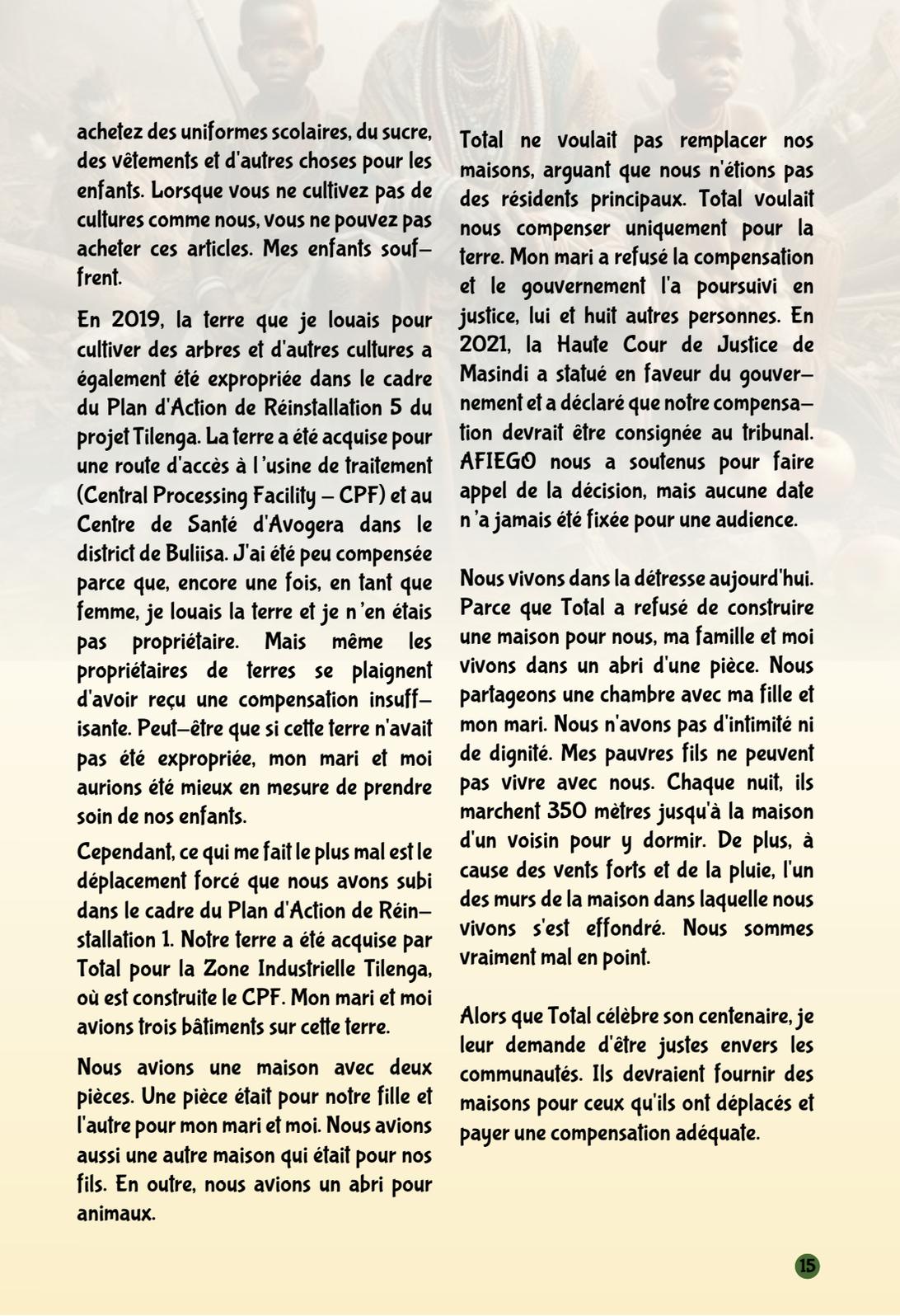
J'utilisais une partie de cette terre, qui mesure 2,5 acres, pour cultiver. Avec mon mari, nous nous sommes précipités à Kisomero depuis le village de Kasinyi. Nous avons constaté qu'Atacama, le sous-traitant de Total, avait planté des

piquets sur notre terre. Atacama nous a dit que Total avait besoin d'un corridor de 30 mètres pour un oléoduc du projet pétrolier Tilenga.

Atacama nous a demandé, à moi et aux autres, de rester sur les parcelles de terre que nous utilisions pour cultiver. En dehors de moi, d'autres personnes louaient également des terres dans les parcelles affectées. La terre avait de petites limites. Chacun de nous avait des zones où nous cultivions. Nos effets ont été saisis, de même que bon nombre de nos cultures.

Une date limite à partir de laquelle nous avons été empêchés d'utiliser notre terre pour cultiver des cultures qui prennent du temps à mûrir, comme le manioc, a été fixée sur notre propriété en 2019. Je n'ai pas été indemnisée avant 2023. La compensation que j'ai reçue pour mes cultures était minime. Étant donné que je louais la terre et que je n'en étais pas la propriétaire, je n'ai pas été compensée pour la terre. Cela signifie que j'ai perdu la terre que j'utilisais pour nourrir ma famille et pour la vente de cultures.

Ma famille n'a pas suffisamment de nourriture aujourd'hui. Nous achetons de la nourriture, ce que nous n'avions jamais fait avant ce projet [Tilenga]. Nous avons une sécurité alimentaire, mais plus maintenant. De plus, en tant qu'agricultrice, lorsque vous ne cultivez pas, vous manquez beaucoup de choses. Lorsque vous vendez des cultures, vous



achetez des uniformes scolaires, du sucre, des vêtements et d'autres choses pour les enfants. Lorsque vous ne cultivez pas de cultures comme nous, vous ne pouvez pas acheter ces articles. Mes enfants souffrent.

En 2019, la terre que je louais pour cultiver des arbres et d'autres cultures a également été expropriée dans le cadre du Plan d'Action de Réinstallation 5 du projet Tilenga. La terre a été acquise pour une route d'accès à l'usine de traitement (Central Processing Facility – CPF) et au Centre de Santé d'Avogera dans le district de Buliisa. J'ai été peu compensée parce que, encore une fois, en tant que femme, je louais la terre et je n'en étais pas propriétaire. Mais même les propriétaires de terres se plaignent d'avoir reçu une compensation insuffisante. Peut-être que si cette terre n'avait pas été expropriée, mon mari et moi aurions été mieux en mesure de prendre soin de nos enfants.

Cependant, ce qui me fait le plus mal est le déplacement forcé que nous avons subi dans le cadre du Plan d'Action de Réinstallation 1. Notre terre a été acquise par Total pour la Zone Industrielle Tilenga, où est construite le CPF. Mon mari et moi avons trois bâtiments sur cette terre.

Nous avons une maison avec deux pièces. Une pièce était pour notre fille et l'autre pour mon mari et moi. Nous avons aussi une autre maison qui était pour nos fils. En outre, nous avons un abri pour animaux.

Total ne voulait pas remplacer nos maisons, arguant que nous n'étions pas des résidents principaux. Total voulait nous compenser uniquement pour la terre. Mon mari a refusé la compensation et le gouvernement l'a poursuivi en justice, lui et huit autres personnes. En 2021, la Haute Cour de Justice de Masindi a statué en faveur du gouvernement et a déclaré que notre compensation devrait être consignée au tribunal. AFIEGO nous a soutenus pour faire appel de la décision, mais aucune date n'a jamais été fixée pour une audience.

Nous vivons dans la détresse aujourd'hui. Parce que Total a refusé de construire une maison pour nous, ma famille et moi vivons dans un abri d'une pièce. Nous partageons une chambre avec ma fille et mon mari. Nous n'avons pas d'intimité ni de dignité. Mes pauvres fils ne peuvent pas vivre avec nous. Chaque nuit, ils marchent 350 mètres jusqu'à la maison d'un voisin pour y dormir. De plus, à cause des vents forts et de la pluie, l'un des murs de la maison dans laquelle nous vivons s'est effondré. Nous sommes vraiment mal en point.

Alors que Total célèbre son centenaire, je leur demande d'être justes envers les communautés. Ils devraient fournir des maisons pour ceux qu'ils ont déplacés et payer une compensation adéquate.



Voulez-vous connaître les conséquences du projet pétrolier Tilenga sur ma vie ?
Une famille brisée !

Leunia Okella Itho,

femme âgée du district de Buliisa

Voulez-vous connaître les conséquences du projet pétrolier Tilenga sur ma vie ?
Une famille brisée !

Avant de parler du projet Tilenga, permettez-moi de me présenter correctement. Mon nom est Leunia Okella Itho. J'ai 71 ans. Je suis née et j'ai grandi à Pakwach, dans la région du Nil occidental en Ouganda.

En 1977, je me suis mariée avec un homme de Buliisa et j'ai déménagé dans ce district. Nous nous y sommes installés et avons vécu dans une paix relative.

Cependant, en 2018, les sous-traitants de TotalEnergies sur le projet pétrolier Tilenga sont venus dans mon village, appelé Avogera, dans le district de Buliisa. Nous avons été informés que notre terre allait être acquise dans le cadre du Plan d'Action de Réinstallation 3A. [Ce plan concerne la zone de construction de puits de forage, lignes de transport, routes d'accès et d'autres infrastructures].



Notre propriété a été évaluée en mon absence. Lorsque les sous-traitants du projet Tilenga m'ont apporté les formulaires de divulgation en 2019 montrant ma propriété affectée, j'ai été choquée! Mes principales cultures, en particulier le manioc (mûr et jeune), les pois cowpeas et les arbres n'ont pas été inclus dans l'évaluation. Seuls mes plants de moringa, bananes et ananas, qui étaient intercalés avec le manioc, ont été pris en compte. J'ai refusé de signer le formulaire de divulgation. À la place, j'ai signé un formulaire de réclamation.

Un Agent de Liaison avec la Communauté (CLO) a effectué une autre évaluation pour prendre en compte mes cultures manquantes. En 2020, avant que mes cultures manquantes ne soient prises en compte sur le formulaire de divulgation, les sous-traitants du projet d'acquisition de terre Tilenga m'ont dit que je devais signer mon formulaire de compensation. Ils m'ont dit que si je ne signalais pas pour ma compensation de 1,4 million de Shillings ougandais (environ 336 euros), elle serait déposée à la banque et le montant diminuerait en raison des frais bancaires. Le montant de 1,4 million de Shillings ougandais correspondait à ma compensation uniquement pour les cultures.

J'avais peur et j'ai signé à contrecœur pour la petite compensation. On m'a informé que mes cultures manquantes et

la terre orpheline, qui avaient été évaluées, seraient prises en compte et que je recevrais plus tard une compensation. Rien n'a été fait jusqu'à présent!

Étonnamment, début février 2024, un Agent de Liaison avec la Communauté de Total est venu s'enquérir si mes réclamations avaient été traitées et a demandé mon formulaire. Je lui ai donné. Elle a essayé de me convaincre de clore ma réclamation avant qu'elle ne soit traitée. J'ai refusé!

Fin février 2024, un autre CLO est venu et a prétendu que ma plainte était résolue. J'ai dit que ce n'était pas le cas. On m'a conseillé de lancer une nouvelle réclamation, et dit que Total traiterait mon problème. Je ne comprends pas le comportement de ces gens!

Outre la compensation pour les cultures, mon mari et moi avons perdu un demi-acre de terre. Mes cultures étaient sur cette terre. Mon mari a été convaincu d'accepter une compensation en espèces pour la terre, alors que je voulais un terrain de remplacement. Mon mari et moi devons être d'accord pour recevoir notre compensation. Les représentants de Total et leurs sous-traitants ont essayé de toutes les manières possibles de me faire accepter une compensation en espèces pour ma terre. Ils ont même essayé d'utiliser mon mari mais mes enfants et moi avons refusé. Nous voulons un terrain de remplacement.

Mon mari était en colère contre moi et il est parti ! Il a pris ses affaires et s'est installé chez une autre femme !

Regardez-moi, je suis une vieille femme. Je suis dans mes dernières années et je devrais me reposer. Cependant, j'ai perdu un mari et une terre pour laquelle je n'ai jamais été indemnisée. Aujourd'hui, je dispose de peu de terre pour cultiver. Cela signifie que je ne peux pas prendre soin de mes petits-enfants. Je suis mère de six enfants et grand-mère de nombreux petits-enfants. Je m'inquiète tout le temps pour arriver à fournir de la nourriture à ma maisonnée.

Alors que Total célèbre 100 ans d'existence, je leur demande de penser à la manière dont les personnes, en particulier les femmes, affectées par leurs projets souffrent. Total devrait verser aux femmes et aux autres personnes affectées la compensation qui leur est due. L'entreprise devrait également lancer des projets pour soutenir les moyens de subsistance des femmes affectées.





Comment expliquer qu'à cet âge avancé de ma vie, je sois impliquée dans le combat de ma vie contre EACOP?

Teddy Nakintu,

personne âgée du district de Lwengo

Le monde venait juste de sortir de la deuxième grande guerre [Seconde Guerre Mondiale] quand je suis née le 10 octobre 1945. Je suis née à Minziro—Geera, à la frontière entre l'Ouganda et la Tanzanie.

Les Ougandais, et même les Tanzaniens, ont combattu dans cette guerre. C'est comme si l'année de ma naissance était le prélude de ce qui allait arriver plus tard dans ma vie.

Sinon, comment expliquer qu'à cet âge avancé de ma vie [78 ans], je sois impliquée dans le combat de ma vie contre l'EACOP ?

L'entreprise est en train d'acquérir une partie de la terre où je vis dans le district de Lwengo pour leur oléoduc. En mars 2018, des personnes qui se sont identifiées comme travaillant pour le compte de Total sont venues avec le président de notre village, M. Abdu Segawa, et ont dit à ma famille que notre terre était nécessaire pour l'EACOP.

Je suis veuve, et bien que j'aie donné naissance à douze enfants, il me reste seulement un fils survivant, Kasimu Katoogo. J'ai aussi dix petits-enfants.



Des piquets ont été plantés sur ma terre pour montrer où l'oléoduc passerait. Quand j'ai vu ces piquets, toute ma paix a disparu. Je n'ai connu depuis que chagrin et maladie.

L'oléoduc est supposé passer à seulement quelques mètres de ma maison. Si quelqu'un se tenait au bord de ma maison, il pourrait lancer une pierre là où l'oléoduc passera. Même moi, qui ne suis plus énergique car je suis très malade ces jours-ci, pourrais lancer cette pierre.

Je ne veux pas vivre près d'un oléoduc. Le bruit et la poussière pendant les activités de construction rendraient même les personnes jeunes et fortes malades. Alors, qu'en est-il de moi ? Je suis aussi inquiète pour ma maison. Elle pourrait développer des fissures à cause des vibrations des activités de construction. J'ai entendu dire que cela s'était produit à Bunyoro.

Je suis également inquiète à propos de la criminalité. Imaginez-moi, une vieille femme vulnérable vivant dans une zone de construction où de nombreux travailleurs migrants sont présents. N'importe quoi peut arriver.

J'ai tellement d'inquiétudes que j'ai développé de l'hypertension. J'ai utilisé la compensation qui m'a été versée pour ma terre prise pour l'EACOP pour les traitements médicaux. Je ne l'ai pas

utilisée pour remplacer la terre prise pour le projet !

J'ai essayé de dialoguer avec la compagnie EACOP pour qu'elle me relocalise ailleurs sans succès. En novembre 2023 par exemple, j'ai écrit à l'entreprise EACOP en leur demandant de me relocaliser loin de là où leur oléoduc est prévu. Je veux qu'ils acquièrent la terre sur laquelle ma maison est située, pour que je puisse acquérir une autre terre ailleurs et construire une maison.

Dans la lettre que j'ai écrite à l'entreprise EACOP, je les ai informés que je vis avec certains de mes petits-enfants, dont certains ont moins de 10 ans. J'ai indiqué que j'avais peur que vivre si près du site de construction de l'EACOP augmente le risque d'accidents pour mes petits-enfants.

J'ai aussi dit à l'entreprise que j'étais inquiète que ma maison puisse développer des fissures pendant la construction de l'EACOP, sans parler du fait que mon hypertension pourrait augmenter à cause des vibrations des travaux.

La compagnie m'a répondu en disant qu'ils ne me relocaliseraient pas, et que si ma maison développait des fissures, ils la répareraient.

Cela m'a rendu triste. Je suis une vieille

femme. Je vivais en paix avant cet oléoduc, et je n'ai causé de tort à personne. Je me demande pourquoi je suis punie. Tout ce que je demande, c'est que l'entreprise EACOP me relocalise.

Parce que je me suis plainte, je n'ai également pas reçu l'aide à la restauration des moyens de subsistance que l'entreprise donne aux autres membres de la communauté. D'autres personnes affectées ont reçu des graines, mais parce que mon fils, qui

parle en mon nom, a porté mes réclamations, on lui a toujours dit que nous n'étions pas sur la liste des personnes devant recevoir une aide à la restauration des moyens de subsistance.

Juste ce mois-ci (mars 2024), il a été chassé lorsque cette aide était distribuée.



Je suis un prisonnier sur ma propre terre. Pouvez-vous le croire? Un prisonnier sur ma propre terre!

Fred Balikenda,

44 ans, district de Buliisa

Je suis un prisonnier sur ma propre terre. Pouvez-vous le croire ? Un prisonnier sur ma propre terre !

J'ai grandi dans les savanes ouvertes de Buliisa. J'ai été élevé dans le village de Kirama où je vis encore aujourd'hui. J'ai eu une bonne enfance. Mon père avait un peu d'argent parce qu'il était pêcheur, agriculteur et commerçant. Il fournissait le nécessaire à la vie pour mes frères et sœurs et moi. La vie était simple mais épanouissante.

Lorsque j'ai atteint l'âge adulte, j'ai établi ma propre maison dans le village de Kirama, sous-comté de Kigwera, district de Buliisa. J'ai épousé une femme et nous avons été bénis avec des enfants. J'ai continué à profiter des savanes ouvertes de mon village, où la liberté et la joie abondaient.

Cependant, en juillet 2018, ma vie a été bouleversée quand Total m'a informé que ma famille de 14 membres allait être déplacée par le projet pétrolier Tilenga.



Nous avons été déplacés dans le cadre du projet Tilenga Plan d'Action de Réinstallation 2 (Ce plan concerne la zone pour les puits de forage, les lignes de flux et les routes d'accès).

Lorsqu'on m'a informé que j'allais être déplacé, j'ai été rempli d'effroi. Je me suis demandé : où vais-je aller avec mes enfants et les autres membres de ma famille ? J'aimais l'endroit où je vivais. Je cultivais des terres et élevais des animaux pour prendre soin de ma famille. Nous vivions confortablement.

Je ne pouvais cependant pas m'opposer à ma relocalisation car nous savons que le gouvernement ougandais est habilité à acquérir des terres de manière forcée pour des projets publics, entre autres. Lorsqu'on m'a offert le choix entre une compensation en espèces et en nature, j'ai opté pour une compensation en nature. Total devait construire une maison de remplacement pour moi et les membres de ma famille.

Avant que Total n'ait terminé ma maison de remplacement, cependant, l'entreprise m'a dit que ma famille et moi devons être temporairement relocalisés. C'était en février 2022. Je me suis demandé : à quoi pensent ces gens ? Je n'ai jamais loué de maison de ma vie. Le concept de location de maisons est étranger à beaucoup d'entre nous, les ruraux. Je suis aussi un agriculteur. J'éleve des animaux. Je me demandais comment je vivrais dans une propriété louée avec mes

animaux. De plus, ma famille est grande. Je me demandais si nous pourrions vivre confortablement dans une petite maison louée.

J'ai résisté à la relocalisation temporaire et quand je l'ai fait, Total a érigé des clôtures en chaîne autour de ma maison. Imaginez ma famille et moi, habitués à errer dans les savanes, enfermés ! Nous nous sentions mentalement torturés ! Nous avions l'impression d'avoir été emprisonnés sur notre propre terre !

De plus, les routes d'accès que nous utilisions ont également été clôturées. Nos animaux ne pouvaient pas accéder à la nourriture et ils sont morts. Mes enfants ont arrêté l'école à cause de la mort de nos animaux, car nous les utilisions pour générer des revenus (et payer les frais de scolarité).

Ma femme a également été affectée car les routes d'accès qu'elle utilisait pour aller chercher de l'eau ou du bois de chauffage ont été fermées. Nous utilisions également les routes d'accès pour accéder aux toilettes car les nôtres s'étaient effondrées et parce que Total nous avait dit de ne pas faire de nouvelles constructions après qu'une date limite a été fixée sur notre propriété. Nous n'avons pas reconstruit de toilettes. Quand Total a clôturé notre terre, ils ont pris notre dignité.

Total a finalement terminé ma maison de remplacement en 2023, mais j'ai refusé de déménager. J'ai dit à l'entreprise qu'ils devaient me payer des dommages pour couvrir les pertes que j'ai subies quand ils m'ont transformé en prisonnier sur ma propre terre. Nous avons tenu quelques négociations avec l'entreprise et celles-ci ont échoué. Ils ont refusé de me payer.

En décembre 2023, le gouvernement ougandais a poursuivi en justice 42 familles qui étaient impliquées dans des litiges avec Total. Le gouvernement ougandais nous a poursuivis parce que Total acquiert des terres pour le compte du gouvernement. Les lois ougandaises donnent le pouvoir au gouvernement, et à personne d'autre, d'acquérir des terres de manière forcée.

L'action en justice contre les 42 familles a été lancée, audiences et jugée par la Haute Cour de Justice dans le district de Hoima en seulement quatre jours. Vous imaginez ? Le tribunal a déclaré que notre compensation pourrait être consignée au tribunal. Je suis censé être relocalisé de force.

J'attends que Total ou ses sous-traitants me relocalisent de force. J'ai dit à quiconque voudra l'entendre que s'ils osent essayer de me relocaliser sans me compenser pour les dommages qu'ils m'ont causés, je planterai une tente à l'extérieur de ma terre et j'y dormirai. Je ne quitterai pas ma terre avant d'être payé.

Mon message pour Total, alors qu'ils fêtent leur 100ème anniversaire est : compensez-moi pour les violations des droits humains commises contre moi et ma famille. De plus, si j'en avais le pouvoir, je dirais à l'entreprise de rentrer dans leur pays (la France). Ils ont fait suffisamment de mal à Buliisa.



Aujourd'hui, je souffre. J'ai l'impression que mes enfants, qui ont perdu leur père, ont perdu un autre parent. Je ne peux pas vivre avec eux. Je n'ai pas de dignité et ma vie est un gâchis.

Doreen Bikara,

— Veuve de 47 ans, victime d'un accaparement de ses terres lié au pétrole

Je souffre. Beaucoup. Je pleure beaucoup, espérant que la douleur cessera, mais elle reste avec moi.

Parfois, j'ai l'impression d'être un animal. Comme si je n'étais rien ! Comme si je n'avais aucune importance ! Je n'ai pas toujours ressenti cela. J'avais une bonne vie avant d'entendre parler du projet pétrolier Tilenga de TotalEnergies qui est implanté dans mon district natal, Buliisa.

Je suis née le 7 novembre 1976, fille de Mme Specioza Bujune et de M. Cosmas Kasoro. Je suis née dans le village de Kirama, sous-comté de Kigwera, district de Buliisa. C'est là que j'ai grandi. J'ai

vécu parmi les miens, au sein du clan Nyakamwoli. Traditionnellement, mon peuple possède des terres en commun, basées sur notre système de clan.

Mes parents ont été prudents dans la manière dont ils nous ont élevés. Ils nous ont appris la discipline et à respecter les autres ainsi que nous-mêmes. Je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école mais je ne peux pas dire pourquoi. Mes parents ne m'ont pas dit pourquoi ils ne m'ont pas envoyée à l'école. Enfant, je participais aux tâches ménagères et à l'agriculture. En 1995, j'ai épousé mon premier mari, M. Stanley Byarugahara, et nous avons eu cinq enfants. Il a été empoisonné et est décédé.

Ensuite, j'ai épousé mon deuxième mari, M. Samuel David. Malheureusement, il s'est noyé dans le lac Albert et est décédé le 8 mars 2018. Sa mort a été douloureuse, d'autant plus qu'il m'a laissée avec des jumeaux âgés de deux mois. Nous étions mariés depuis un an quand il est décédé.

Je vivais sur des terres appartenant au clan de mon mari, les Basita, lorsque mon mari est mort. J'ai essayé de continuer à vivre là-bas mais mes beaux-parents m'ont maltraitée et insultée. Je suis partie et suis retournée sur les terres du clan de ma famille à Buliisa.

J'ai été chaleureusement accueillie et réconfortée par ma famille. Ils m'ont également donné de l'espace pour construire ma petite maison, que je partageais avec mes sept enfants. J'ai construit la maison moi-même, mais mon oncle m'a soutenue.

C'est là-bas que le 27 février 2024, l'agent de liaison avec la communauté de Total et d'autres personnes sont venues chez moi. Ils m'ont dit de démolir ma maison et de couper les plantations que j'avais sur mes terres. On m'a donné jusqu'au 5 mars 2024 pour le faire, faute de quoi des forces armées seraient amenées à m'évacuer de force.

J'ai demandé à l'agent de liaison avec la communauté de Total et aux personnes qui l'accompagnaient : pourquoi ne me compensez-vous pas, une pauvre veuve, pour que je puisse aller chercher un autre endroit où vivre ? Ils ont refusé et ont dit que je devais partir.

En mars 2024, j'ai pris un marteau et j'ai abattu ma maison. Je l'ai démolie par peur. J'ai aussi coupé mes plants de pastèques. J'avais plus de 300 plants de pastèques, que j'ai détruits. J'ai fait cela parce que je ne voulais pas que des forces armées soient amenées chez moi comme l'avait promis l'agent de liaison avec la communauté de Total.

J'ai également confié mes enfants, dont les plus jeunes sont mes jumeaux de cinq ans, à des proches, et j'ai commencé à vivre dans une église, le Centre des miracles de Kirama.

Aujourd'hui, je souffre. J'ai l'impression que mes enfants, qui ont perdu leur père, ont perdu un autre parent. Je ne peux pas vivre avec eux. Je n'ai pas de dignité et ma vie est un gâchis.

À l'église, je n'ai pas d'intimité et les enfants jouent avec mes draps. Je veille aussi la nuit jusqu'à ce que les fidèles aient fini leurs prières. Je dois également être prête à me réveiller à tout moment au cas où des gens viennent à l'église pour prier. Certains viennent quand ils sont possédés par des démons ! La terreur que je ressens est indescriptible ! Je suis reconnaissante envers l'église cependant, car elle m'a fourni un refuge.

Moi et six autres membres de ma famille avons été expulsés de nos terres pour le projet pétrolier Tilenga, sans compensation. Entre nous, nous avons plus de 2 610 plantations sur trois acres

de terre, y compris des pastèques, du manioc, des arbres de neem, des musizis (autochtones) et d'autres. Les membres de ma famille ont détruit leurs maisons et certaines de leurs plantations. Certains tiennent à leurs plantations mais ils sont intimidés par les responsables de la sécurité du district qui leur disent qu'ils doivent abattre leurs arbres pour le projet Tilenga.

Nous n'avons pas été indemnisés parce que nos terres ont été revendiquées par une autre famille. Les terres sont dans notre famille depuis de nombreuses

années mais à cause du pétrole à Buliisa, les expropriations se sont multipliées. Parfois, je me demande pourquoi le pétrole a été découvert à Buliisa. Ce pétrole est mauvais ! J'ai l'impression qu'il est venu pour tuer les habitants de Buliisa !

Si je pouvais parler avec Total, je leur dirais: Total, venez nous écouter. Indemnisiez-nous et respectez les droits des femmes ainsi que des enfants. Traitez-nous comme les êtres humains que nous sommes.



Alice Kemizano,

49 ans, veuve affectée par l'EACOP dans le district de Kakumiro

Je ne vais pas échanger ma maison de 12 pièces contre les maisons standardisées de l'EACOP, qui ont peu de pièces. Non, je ne le ferai pas.

Alice Kemizano, 49 ans, veuve affectée par l'EACOP dans le district de Kakumiro

Je ne vais pas échanger ma maison de 12 pièces contre les maisons standardisées de l'EACOP, qui ont peu de pièces. Non, je ne le ferai pas.

Je suis veuve et c'est l'une des propriétés que mon défunt mari m'a laissées. Mon mari et moi avons déménagé au village de Mabegere, dans la municipalité de Kasana, dans le district de Kakumiro, en provenance du district de Ntungamo.

Certains de nos proches avaient émigré ici et nous les avons suivis. Nous nous sommes installés, avec nos six enfants. Je me suis lancée dans l'agriculture à

grande et petite échelle, ce que je fais encore aujourd'hui. Je cultive du manioc, du café, des mangues, des bananes et d'autres cultures.

J'élève également des animaux et je suis impliquée dans le commerce des aliments pour animaux.

En 2017, j'ai vu quelques personnes blanches. Elles sont venues chez moi et m'ont informée qu'elles avaient découvert du pétrole en Ouganda.

Elles m'ont également dit que le gouvernement leur avait permis d'extraire le pétrole et qu'elles allaient construire un oléoduc pour le transporter. Elles m'ont informée que leur oléoduc passerait sur mes terres et ont



promis de me donner beaucoup d'argent pour que je recommence ma vie ailleurs, loin du pipeline.

En entendant que j'allais recevoir beaucoup d'argent, j'ai accepté et j'ai dit aux gens qu'ils pouvaient utiliser mes terres. Cependant, lorsqu'ils ont plus tard révélé le montant de la compensation qu'ils devaient payer pour mes quatre acres de terre, ma résidence principale de 12 pièces, les arbres fruitiers comme les mangues et les avocats, les arbres autochtones ainsi que les plantes telles que le manioc, le café et autres, elle s'est révélée trop faible !

J'ai refusé la compensation et j'ai engagé un long combat contre l'EACOP jusqu'en août 2023, date à laquelle il a été convenu que je serais indemnisée pour mes terres et mes cultures, mais pas pour ma maison. La société a dit qu'elle

remplacerait ma maison mais je leur ai dit que je ne pouvais pas accepter les maisons standard qu'ils construisent pour les gens car ma maison est grande. On m'a alors dit que ma maison ne serait pas acquise.

Je n'ai aucun problème avec Total. J'ai eu quelques problèmes parce qu'ils ont tardé à payer des veuves comme moi, mais depuis qu'ils m'ont payée, je n'ai plus aucun problème avec la société. Je dois cependant admettre que je suis inquiète. Et si ces gens viennent et commencent à construire leur oléoduc près de ma maison et qu'ils la détruisent ?

Je ne suis pas sûre d'être en sécurité. Alors que Total Energies célèbre son 100e anniversaire, je leur demande de ne pas interférer avec nos terres qui n'ont pas été affectées par le projet. J'espère également que ma maison ne sera pas détruite pendant les activités de construction de l'EACOP.



Depuis l'arrivée du projet, je n'ai plus assez de terres. Je suis obligée de louer des terres pour cultiver de la nourriture pour ma famille.

Rachael Tugume,

29 ans, district de Hoima

Avant que le projet EACOP n'arrive dans mon village, certains Ougandais auraient peut-être dit de moi que j'étais une femme chanceuse. Alors que les femmes en Ouganda héritent rarement de terres, j'en ai hérité dans le village de Kijumba, dans le district de Hoima.

Mes terres étaient précieuses car en tant que mère célibataire avec deux enfants biologiques et en tant que tutrice de deux autres enfants, j'avais besoin de terres pour subvenir à mes besoins. J'utilisais ces terres pour l'agriculture et je cultivais des cultures telles que le gingembre, le curcuma, le manioc et les

haricots. Nous consommions une partie des récoltes à la maison, tandis que je vendais le reste pour gagner un revenu.

Mes terres étaient mon bien le plus précieux. Cependant, en 2018, des personnes se présentant comme étant de NewPlan sont venues sur mes terres. NewPlan est un sous-traitant de Total qui acquiert des terres pour l'EACOP au nom de la société.

Ces personnes ont fait l'inventaire de mes terres et m'ont informée qu'elles allaient être prises pour l'EACOP. Elles



m'ont demandé comment j'avais acquis les terres et je leur ai dit que je les avais héritées. Après avoir fait l'inventaire et évalué ma propriété, elles ont promis de revenir avec les résultats de l'évaluation.

Deux ans plus tard, elles m'ont apporté des formulaires d'évaluation indiquant que je devais recevoir 500 000 shillings (environ 100 euros) pour 0,089 acre de terre. Je n'ai pas compris ces mesures car nous mesurons nos terres en misiri, ou parcelles. Ma terre affectée était une parcelle, dont la valeur marchande était de 4 millions de Shillings ougandais (environ 950 euros). Mes terres sont proches d'une route principale, ce qui leur donne plus de valeur.

On m'a également informée que je recevrais de l'argent pour mes cultures affectées, qui étaient sur les terres destinées à l'EACOP. Certaines de mes cultures n'étaient pas répertoriées sur les formulaires d'évaluation.

Étant donné que je n'étais pas satisfaite de la compensation qui m'était proposée, j'ai formulé une plainte et on m'a conseillé de remplir un formulaire de réclamation. Ce que j'ai fait. Cependant, on m'a ensuite demandé de clore la réclamation au motif que mes problèmes avaient été résolus, ce qui n'était pas le cas. J'ai refusé de clore la réclamation.

Cependant, en décembre 2022, j'ai accepté de recevoir une compensation et j'ai signé pour cela car j'avais beaucoup de dettes. Mes griefs n'avaient pas encore été résolus mais j'étais désespérée.

En 2023, des personnes d'EACOP, m'ont apporté de nouveaux formulaires à signer mais j'ai refusé car mes griefs n'avaient pas encore été traités. Je leur avais demandé de me montrer des délimitations claires montrant où leur oléoduc passerait sur mes terres mais elles ne l'ont pas fait. Face à mon refus de signer les formulaires, les personnes d'EACOP se sont réunies avec le président de notre conseil local de village qui a signé le formulaire avant moi.

À ce jour, je n'ai pas donné mon consentement pour que mes terres soient prises pour l'EACOP. Ce projet a changé ma vie. Avant qu'il n'arrive dans notre village, j'avais suffisamment de nourriture et des terres fertiles. Depuis l'arrivée du projet, je n'ai plus assez de terres. Je suis obligée de louer des terres pour cultiver de la nourriture pour ma famille. Ces terres ne sont pas fertiles mais que vous obteniez des récoltes ou non, vous devez payer un loyer au propriétaire foncier. Je supporte de nombreux coûts pour fournir de la nourriture à ma famille. Mes revenus ont également diminué et j'ai été obligée d'envoyer mes enfants dans des écoles de village, qui n'offrent pas une éducation de bonne qualité.

Alors que TotalEnergies célèbre son 100e anniversaire, je leur demande de penser à notre souffrance. Nos droits humains ont été violés et personne ne devrait célébrer la souffrance d'autrui.

CONTACT US

Africa Institute for Energy Governance

Tel: +256 (0) 393 228323

Email: aflego@afiego.org

Le Amis de la Terre

france @amisdelaterre.org